

Réf : 25-130-NB

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ABROGEANT L'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE DU 15 NOVEMBRE 2023  
À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ AURYS INDUSTRIES  
POUR LES INSTALLATIONS EXPLOITÉES SUR LA COMMUNE DE CARENTAN-LES-MARAIS**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment son article L. 171-11 ;
- Vu** le code de justice administrative, et notamment ses articles R. 421-1 et R. 414-2 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 02-2154-IC du 25 février 2003 actualisant les conditions d'exploitation de l'usine de transformation et trempe du verre de la S.A. VERRERIE AURYS à Carentan ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 23-174-NB du 15 novembre 2023 de mise en demeure à l'encontre de la société Aurys Industries pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de Carentan-les-Marais ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance transmis le 31 janvier 2025 et complété les 13 et 18 juin 2025 par la société Aurys Industries relatif aux modifications apportées aux installations qu'elle exploite sur la commune de Carentan-les-Marais et à l'actualisation des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui lui sont applicables ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie et les propositions en date du 20 juin 2025 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 25-125-NB du 16 juillet 2025 portant modification des installations et actualisant les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société Aurys Industries située sur la commune de Carentan-les-Marais ;

## **CONSIDÉRANT ce qui suit :**

- Par courriel du 31 janvier 2025, la société Aurys Industries a transmis un porter à connaissance complété les 13 et 18 juin 2025 relatif aux modifications apportées à ses installations et visant à mettre à jour les rubriques de la nomenclature ICPE applicables à son établissement ;
- le dossier de porter à connaissance comportent tous les éléments qui permettent de déférer à la mise en demeure du 15 novembre 2023 et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 16 juillet 2025 portant modification des installations et actualisant les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société Aurys Industries située sur la commune de Carentan-les-Marais ;
- par conséquent, il y a lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 novembre 2023 ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Abrogation de la mise en demeure**

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 23-174-NB du 15 novembre 2023 est abrogé.

### **Article 2 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Caen, 3 rue Arthur Le Duc - BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication de la présente décision (en application des dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de justice administrative, les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### **Article 3 – Publicité**

La présente décision est publiée sur le site internet des services de l'État dans la Manche (<https://www.manche.gouv.fr/publications/annonces-avis>) pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de Carentan-les-Marais.

### **Article 4 :**

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées, la maire de la commune de Carentan-les-Marais et la société Aurys Industries, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Saint-Lô, le 17 JUIL. 2025



Xavier BRUNETIERE

